

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Les demandeurs d'emploi font l'objet de « sanctions disproportionnées tant dans leur gravité que dans leurs conséquences.»

Et c'est le médiateur national...
de Pôle Emploi qui le dit !

Suites des guerres et du réchauffement climatique, l'Irak accuse une sécheresse sévère. Selon l'ONG PAX et la FAO, 6000 familles risquent de perdre avec leurs buffles leur source de survie. Média et grandes puissances n'ont rien vu...

Pour la première fois la France était poursuivie par un investisseur étranger au titre du Traité sur la charte de l'énergie, ce traité qui ralentit, renchérit ou bloque la transition énergétique.

Quinze jours plus tard, et malgré quelques articles de presse s'appuyant notamment sur l'alerte du collectif Stop CETA-Mercosur, on ne compte toujours aucune réaction officielle du gouvernement.

Agenda militant

Samedi 15 Octobre

[Fête de la Sécurité](#)
A l'initiative du CNNR

Dimanche 16 octobre

14h Paris Nation
[Marche contre la vie chère](#)

Exposition Rouillé Collé

Du 18 au 20 novembre 2022

[34^{èmes} rencontres de la Coordination Nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité](#)
A Mayenne (53)

« Renverser » la table ou sinon...

La montée d'une situation pré fasciste caractérise le moment, en France, en Europe, comme dans le monde. Orné des oripeaux du conservatisme « classique », flirtant avec la félonie (Trump, Bolsonaro, Duterte), les résultats électoraux, à l'exception de l'Amérique latine sonnent le tocsin. Mais dans les sociétés elles-mêmes la remise en cause des droits, les exactions contre l'IVG, l'ordre moral ou le goût de l'Ordre se conjuguent à une emprise religieuse non négligeable.

La brutalité d'une mondialisation payée par les peuples, la chape de plomb d'une pensée unique qui anesthésie le débat public, le sentiment d'un irrespect généralisé, ont exacerbé une colère attisée par la faillite des gauches de gouvernement.

Le racisme constitue un terreau fertile à cette peste brune. En Suède, le 1^{er} responsable d'extrême-droite (PDS) déclare après sa victoire « il nous faut maintenant lutter contre les étrangers et restaurer l'État providence ». En Italie Melloni (26%) arrive à 44% avec les autres partis de droite ; personne ne peut « neutraliser » les 5 étoiles. Le décor est planté.

L'antifascisme « moral » se révèle inefficace. La crise du capitalisme est au fondement du mouvement. Le Capital a besoin d'une restriction massive des libertés. L'affaiblissement des syndicats et l'atomisation du camp du Travail ne lui suffit pas. Les journées des 28 et 29 septembre en France ont montré une mobilisation non négligeable mais qui ne dépasse pas le cercle militant.

Le poids de la peur dans ce contexte vaut toutes suggestions. Peur de l'Autre, peur des lendemains de misère. Le boomerang des 30 glorieuses quand elles ne bénéficient plus à la grande masse est redoutable. La gauche qui continue de prôner le toujours plus, la consommation et l'auto et la maison pour chacun-e n'a rien compris.

L'écart avec la situation du pays – réel - et de la population est béant. Il alimente les clivages quand on voit la « démission » (idéologique) des responsables syndicaux et politiques. Incapables de comprendre que seule une rupture radicale avec le capitalisme mondialisé et ses mécanismes - économiques, sociétaux, politiques - portée par le plus large rassemblement ouvre un avenir.

Le « gloubi-boulga » des appareils « de gauche » est mortifère quand ça cause travail, indigent et régressif sur les questions de genre, hors-sol quant aux énergies... pour finir si timorés devant l'affrontement nécessaire avec le capital. N'en jetez plus.

Face à la fuite identitariste, seul un appui solide sur les alternatives existantes, permettra de « renverser » la table et d'inventer collectivement l'espoir. ●

PATRICK VASSALLO



Mouvement de grève de la faim de prisonniers politiques en Algérie



Compte tenu de la propagation inquiétante de la Covid 19 et devant l'état désastreux du système de santé algérien, le HIRAK a mis fin en 2020 à ses manifestations de rues pour s'investir dans des actions de solidarité envers les familles touchées par la crise sanitaire.

A partir de février 2021, les tentatives de reprise du Hirak eurent pour conséquence une forte hausse de la répression. Toute voix émettant des critiques à l'endroit du gouvernement était réprimée. Les médias verrouillés et l'espace public interdit à toute expression indépendante. Les chaînes de télévision publiques ou privées, diffusent un programme similaire, visant à la glorification du régime. Privés de publicité, les jour-

naux notamment francophones peinent à résister et sont poussés à déposer le bilan. : Le journal Liberté a fermé et El Watan ne tardera pas à subir le même sort.

Les partis politiques, personnalités et associations, rassemblées dans l'alliance Pacte d'Alternative Démocratique (PAD), opposée au régime, sont harcelés et menacés de dissolution. Le Parti Socialiste des Travailleurs (PST), a été suspendu d'une manière arbitraire.

Des milliers de citoyens.nes sont en détention provisoire avec des durées prolongées. D'autres détenus purgent des peines d'emprisonnement prononcées dans des parodies de justice

C'est dans ces conditions que depuis le 12 septembre plusieurs prisonniers se sont mis en grève de la faim au centre pénitentiaire de Koléa, le lieu de détention regroupant la plupart des détenus de Kabylie. Maintenus en détention provisoire depuis au moins un an sans jugement malgré des demandes répétées de remise de liberté, ces détenus n'avaient plus que ce moyen ultime pour dénoncer l'injustice dont ils sont victimes.

Face à la violence du pouvoir algérien la solidarité internationale doit se manifester face à ces graves violations des droits humains.

● HENRI MERMÉ

Un village commun

Après avoir organisé une rencontre sur le thème « Leurs saccages, nos partages : les enjeux écologiques à l'ère du capitalocène », des militants.es, mouvements, organisations [Association des communistes unitaires, Autogestion et Émancipation (courant d'Ensemble), Cerises la coopérative, CNNR (Conseil National de la Nouvelle Résistance), Émancipation collective, Émanciper, Initiatives Capitaexit, L'offensive, Maison commune de la décroissance, PEPS (Pour une écologie populaire et sociale), Plein le dos, NPA, Rejoignons-nous, Réseau 3AEF (Autogestion, Alternatives, Altermondialisme, Écologie, Féminisme), Se fédérer ...] se sont à nouveau donné rendez-vous ce vendredi 30 septembre pour relancer ce processus de fédération des forces anticapitalistes.

Pour cela plusieurs objectifs sont partagés : aider à fédérer les associations, organisations et collectifs existants, contribuer au débat politique et stratégique de fond par des réunions publiques associant le plus possible d'autres collectifs, notamment pour clarifier les fondamentaux qui peuvent fonder le socle de nos actions communes et d'en préciser les outils potentiels, y compris la forme de pensée, prendre part à l'autoformation par des séances thématiques et des ateliers, construire une visibilité plus forte en particulier à travers les réseaux de communication alternatifs, ouvrir une opportunité d'échange avec des mouvements de lutte des pays exploités, lancer des initiatives et participer à des actions communes.

En préparation deux rencontres : Validisme et capitalisme et Virer les actionnaires et promouvoir les pratiques autogestionnaires.

● SYLVIE LARUE

Le temps presse ? Adoptons nos rythmes. D'urgence. changer !

Après les temporelles de l'association tempo territorial et de la Métropole lilloise qui se sont tenues sur le thème de l'urgence, notamment climatique, 3 remarques :

Sous-utilisation de maisons, de bâtiments, isolement, l'étalement urbain s'accroît et le nombre de sdf aussi, la ruralité se transforme quand la densité est mise en cause. Les contraintes énergétiques sont un levier pour changer l'habitude, des adaptabilités sont nécessaires. Au-delà : être Mobiles pour quoi faire ? Quelles proximités ? Quels espaces de vie ? Et les services publics ?

S'il a été relevé qu'avancer à coup de contraintes, de sanctions et d'interdits avait de fortes limites, ne faut-il pas des réponses plus fortes sur le Foncier : le collectiviser ? Remettre de l'emploi et du travail dans les lieux de vie, au lieu de pousser les mobilités plus loin ? Quelle dynamique impulser ? Comment renouveler nos imaginaires ? Sortir de la centralité automobile ? Du toujours plus ? Plus vite ?

Technologies, prospective, nouveaux moyens dématérialisés, vertus du faire, création d'un récit qui porte des changements... Les dispositions réglementaires, leurs modifications, ont toutes des limites, du point de vue de leur acceptabilité comme du point de vue de leur opérabilité. Là aussi le temps presse. Ne faut-il pas en tirer toutes les conséquences sur nos rythmes, individuels, collectifs, partagés ou solitaires ?

Il y a de toute évidence besoin, nécessité de faire mouvement. Le mouvement des citoyens.nes, Les luttes sociales (au sens large) ne sont-elles pas indispensables pour changer la trajectoire ?

<https://tempoterritorial.fr>

● PATRICK VASSALLO

<https://tempoterritorial.fr>

Un méthaniseur à la Chapelle Neuve. Morbihan. c'est non !



Les habitants de la Chapelle Neuve ont découvert sans la moindre information municipale préalable, que leur commune devenait le lieu d'implantation d'une unité de méthanisation. Un projet d'une capacité de 52,7 tonnes de déchets par jour, installé à 400 m de l'école à 200 m du cours d'eau la Sambre, à 30 m de la première maison...

La méthanisation ne réduit pas les gaz à effet de serre elle transforme le carbone vivant en méthane. Ce gaz sera brûlé comme les autres énergies fossiles et produira du CO2, contredisant la lutte contre le réchauffement climatique. Elle promeut un modèle agricole intensif qui maintient, développe l'élevage hors-sol afin de soutenir

le volume des déchets nécessaires au fonctionnement du méthaniseur. L'innocuité des digestats (matières non digérées par les bactéries du méthaniseur) reste à prouver. En sortie du méthaniseur, l'azote obtenu l'est en grande partie sous forme ammoniacale très volatile augmentant le risque de pollution de l'air et d'acidification de l'eau. Avec un risque sanitaire sérieux pour les riverains et les opérateurs, l'épandage des digestats s'accompagne d'émissions gazeuses toxiques conduisant notamment à l'augmentation de l'antibiorésistance. ...

Le 13 septembre naissait l'association Transparence la Chapelle-Neuve elle compte 350 adhérents, sur 960 habitants dont 760 électeurs...

Les premiers mobilisés ont été victimes d'intimidations brutales. Il n'empêche avec les nouveaux, ils organisent le 9 octobre, la fête de l'information sur la méthanisation et ses pestes!

● CATHERINE DESTOM-BOTTIN

Ukraine, de la guerre à la paix ?

Déjà le huitième mois qui voit un morceau de l'Europe en guerre... Il allait de soi que *Cerises la Coopérative* se devait de tenter, à son tour, de caractériser le plus justement possible la nature de la guerre en Ukraine enclenchée le 24 février dernier par l'agression russe.

Mais il s'agit aussi, pour *Cerises*, de s'inscrire dans les efforts de construction d'un processus visant à la sortie du conflit. Cette volonté implique d'entendre les désaccords, de les travailler, et de construire ainsi le socle de la nécessaire unité d'action.

L'équipe de rédaction a donc pris l'initiative d'organiser un échange entre des intervenants connus tout autant pour leurs engagements que par l'exigence intellectuelle qui marque leurs travaux.

Alain Bihl et Bernard Dréano ne sont pas sur la même longueur d'onde. Mais ils débattent sérieusement, respectueusement. Ils seront accompagnés de cinq membres de la rédaction Catherine Destom-Bottin, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Makan Rafatdjou.



Les dessins qui illustrent *Cerises* sont l'œuvre de Katya Gritseva, jeune artiste révolutionnaire ukrainienne, militante de l'organisation anti-capitaliste Sotsialniy Rukh (Mouvement social). Née à Marioupol, elle est actuellement réfugiée à Lviv à l'Académie des arts.



Débattre pour construire l'unité d'action

S'il est bien une question à laquelle le débat de *Cerises* ne répondra pas, c'est celle-ci : combien d'hommes, de femmes et d'enfants ont déjà perdu la vie dans cette guerre qui fait rage depuis près de sept mois ? Toujours, en temps de guerre, les chiffres sont stratégiques...

Cerises ouvre le débat au moment où surviennent de nouveaux éléments marquant le conflit. Ainsi, du sabotage à l'origine des fuites des Gazoducs Nord Stream, la Russie a réclamé et obtenu une réunion du Conseil de sécurité de l'ONU, dénonçant un «acte terroriste» et pointant les USA sans les nommer. Dans la même journée, le gouvernement russe organisait un rassemblement de plusieurs milliers de partisans, accueillant les habitants des territoires ukrainiens annexés, estimant qu'ils étaient « revenus dans leur patrie historique ».

Cette guerre se résume-t-elle à un conflit russo-ukrainien ? Est-elle uniquement la marque de la volonté russe de retrouver ses frontières soviétiques en dépeçant pour une part l'État ukrainien né de l'effondrement de l'URSS, soit l'œuvre et la marque du caractère impérialiste de l'État russe ?

Est-elle la marque d'un conflit inter-impérialiste ? Conflit qui opposerait donc l'ensemble des forces de l'OTAN - dont on rappellera qu'elles sont sous direction étasunienne - à la Russie ? Ces deux visions sont-elles ensemble vraies ? Ou bien l'une surdétermine-t-elle l'autre ?

L'âpreté de ces questions n'empêche pas de s'interroger - peut-être même y invite-t-elle ! - ici et maintenant : Quelle position et quelle politique la gauche française devrait-elle adopter à l'égard de cette guerre ?

Les forces de gauche européennes regardent-elles ailleurs en comptant sur les initiatives gouvernementales d'aide militaire à

l'Ukraine, sans s'investir ni dans l'effort de clarification de la situation, ni même dans la mise en débat de sa complexité ? Ou bien les forces de gauche se doivent-elles de renoncer à jouer les utilités du discours dominant ? Doivent-elles construire leur interprétation propre, fut-elle plurielle, et par là même se mettre en mouvement pour repousser la catastrophe ?

Enfin se demander qui a commencé, quelle est la nature de cette guerre, implique d'en penser l'issue. Le pacifisme est-il une vieille lubie ? Quand commence la guerre, faut-il attendre - un peu - pour en penser l'issue ? Ou au contraire en installant dans le débat, contradictoire évidemment, les conditions minimum de l'arrêt de la tuerie, ne travaille-t-on pas à rapprocher le calendrier de la paix ?

Catherine Destom Bottin, Alain Lacombe, Sylvie Larue et Alexandra Pichardie rendent compte des éléments essentiels de la visioconférence qui s'est tenue le 14 septembre dernier.

Alain Lacombe nous invite quant-à-lui à approfondir le lien entre guerre et crise du système capitaliste. Bernard Dréano revient sur l'importance des mobilisations populaires en faveur de la paix. Denis Gorbach et Christian Mahieux nous livrent quelques éléments pour rappeler que la guerre en Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022. ●

Bonne lecture.



Des analyses irréconciliables ?

Quelle est à votre avis la nature de la guerre en Ukraine et de l'agression russe. Se réduit-elle à un conflit inter-impérialistes ? Quels sont les liens ou conséquences de cette guerre sur la crise du capitalisme mondialisé ?

Alain Bihr

Yannis Thanassekos et moi-même avons défendu trois thèses¹ qui s'articulent.

La première, c'est que cette guerre est d'abord la responsabilité de la Russie et du régime russe, réduit quelquefois à son dirigeant Poutine, mais qu'elle ne peut pas, à notre sens, se comprendre seulement comme un conflit entre la puissance impérialiste russe - car il y a bien un impérialisme russe, cherchant à reconstituer l'espace de l'ancien URSS ou même l'espace de l'Ancien Empire tsariste - et d'autre part le jeune état nation ukrainien, qui est né de l'éclatement de l'URSS.

Il y a bien là une première dimension du conflit, mais cette dimension tend à en masquer une autre. Il y a, compris dans ce conflit, un autre conflit d'une autre stature, un conflit inter-impérialiste, qui

¹ [La guerre en Ukraine, le récit dominant et la gauche anti-impérialiste](#) et [La guerre en Ukraine et la gauche anti-impérialiste. Une anti critique](#)

oppose l'ensemble du bloc occidental tel qu'il se trouve hégémonisé par les États-Unis via l'OTAN et la Russie, et ce conflit trouve son origine dans l'expansion continue de l'OTAN au cours des deux dernières décennies en Europe centrale et orientale et la remontée en puissance de la Russie.

Et la troisième thèse que l'on soutient c'est que de ces deux conflits, l'un surdétermine l'autre. Sans ce second conflit, le premier ne se serait pas exacerbé jusqu'à conduire à une guerre. La poursuite de la guerre, on le voit encore ces jours-ci, est largement alimentée par le conflit inter-impérialiste, c'est-à-dire la manière dont les puissances occidentales - États-Unis en tête - soutiennent l'Ukraine contre la nation russe.

Bernard Dréano

Je ne suis pas du tout sur le même équilibre des choses.

Ce conflit est avant tout un conflit d'agression impérialiste de la Russie con-

tre l'Ukraine, qui n'a pas commencé le 24 février 2022, et qui a pour raison principale des causes internes à la Russie, laquelle est en violation totale avec les textes et traités qu'elle a elle-même signés. Dans tout conflit, il y a intervention des grandes puissances et des impérialismes. Mais ce n'est pas l'OTAN qui arme l'Ukraine, ce sont les Américains, les Français, les Britanniques etc.

Le problème principal, c'est qu'effectivement, si on inverse l'ordre des facteurs, on inverse l'ordre des solutions. Toutes les guerres ont pratiquement des causes internes et locales. Ce conflit est un conflit régional. Pour donner une comparaison, bien entendu cette comparaison historique a ses limites, mais des guerres d'agression, on en a souvent. Un exemple typique, c'est l'agression de l'Irak contre l'Iran, qui est strictement une guerre d'agression. À l'époque, l'Irak est soutenu militairement et armé par les États-Unis, la France et l'Union soviétique, et c'est une guerre d'agression

qui aura des conséquences catastrophiques pour l'Irak et pour l'Iran. Il y a intervention des grandes puissances, parce qu'il y a la guerre, mais elles ne sont pas à l'origine.

De quoi parle-t-on à propos de l'extension de l'OTAN ? Est-ce une demande des gouvernements, ou des peuples d'Europe centrale ? Ou bien est-ce une décision prise à un moment par l'OTAN ou par le Pentagone par rapport à une politique construite, consolidée ? Jusqu'à quel point cela peut-il surdéterminer une riposte d'agression, avec un objectif déclaré : ce n'est pas simplement faire reculer l'OTAN, c'est détruire l'état ukrainien, et détruire l'Ukraine comme nation. Cela a des conséquences sur les suites, puisque la guerre ne peut pas s'arrêter - comme dans d'autres guerres d'agression, par exemple Israël/Palestine - si les territoires occupés restent occupés, et si les réfugiés restent expulsés. On peut peut-être obtenir des cessez-le-feu, mais pas la paix.

Alain Bihr

Historiquement le processus d'extension de l'OTAN en Europe centrale et orientale, débute en 1997 par une invitation adressée aux pays d'Europe centrale et orientale à faire acte de candidature. Or le règlement de l'OTAN prévoit que c'est un état qui doit faire acte de candidature, qui sera examinée par les États membres, qui peuvent l'accepter ou le refuser. Il faut l'unanimité pour l'acceptation. A ce moment-là des voix dissidentes se lèvent du côté des États-Unis, pour mettre en garde l'ensemble des gouvernements occidentaux sur le fait que ça initierait nécessairement des tensions et que ça ne pourrait que provoquer des réactions nationalistes en Russie. Toutes choses sur lesquelles les gouvernements de l'époque se sont assis et ont passé outre avec les conséquences qu'on a vues après.

Bernard Dréano observe que l'extension de l'OTAN se termine en 2004, c'est-à-dire dix ans avant le début de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, et 18 ans avant l'intervention russe en Ukraine.

Patrick Le Tréhondat

L'agression de la Russie contre l'Ukraine a-t-elle pour seul ressort la question de l'OTAN, ou la Russie a-t-elle une conception particulière, qui est en réalité l'effacement de l'Ukraine en tant que tel, la négation de sa culture, de sa langue, une conception héritée à la fois du chauvinisme grand-russe et du stalinisme ? Les idéologues du Kremlin déroulent un discours qui, certes, crie au loup avec la question de l'OTAN, mais d'abord et fondamentalement, discutent du statut de l'Ukraine comme nation indépendante. Si on saute cette étape-là, on arrive tout de suite au conflit inter-impérialiste, on évacue le fait que la guerre que mène la Russie contre l'Ukraine est d'abord une guerre coloniale. Alors ensuite, la question des jeux des impérialistes dont l'impérialisme américain, s'ajoute et se mêle, s'entremêle dans cet affrontement. Mais la guerre que mène le peuple ukrainien est d'abord une lutte de libération nationale.

Makan Rafadjou

Je me demande si en fait les deux positions sont si opposées que cela. La responsabilité russe dans cette agression est première et totale. Que l'OTAN peu ou prou, ait procédé intentionnellement, à des provocations, personne n'est dupe. Mais quelle réponse peut-on apporter à ce type de provocation ? La nature coloniale de cette guerre trouve son ressort dans la réalité politique russe, depuis l'effondrement soviétique et dans le fait que les forces progressistes sont totalement laminées. Aujourd'hui, la grande majorité des forces politiques russes, y compris le Parti Communiste, sont sur ces positions totalement nationalistes, panrusses, panslaves, et sur des positions qui même par-delà Staline sont des positions de la Russie tsariste. On est dans une réalité intérieure où les inégalités explosent, on a une économie qui est à la fois exsangue et totalement gangrenée par la mafia des oligarques, et le pouvoir russe ne veut même pas répondre à ces questions. Le seul res-

Quelques éléments à propos de cette guerre

La guerre déclenchée par l'armée russe en Ukraine n'a pas commencé le 24 février 2022 : elle dure depuis 2014, après que la Russie ait annexé la Crimée puis envahi le Donbass. 15 000 morts qu'on ne doit pas passer sous silence. La longue guerre de basse intensité qui s'en est suivie a largement modifié la vision des choses parmi la population ukrainienne.

La soi-disant « opération spéciale » n'a pas atteint ses objectifs. Poutine et ses généraux prévoyaient une victoire éclair et la mise en place d'un régime à son service. Sept mois plus tard, il n'en est rien. Des villes, des villages ont été détruits ; les morts se comptent en dizaines de milliers, de part et d'autre ; la population ukrainienne russophone, que l'armée russe prétend « sauver », est ciblée quotidiennement par ses roquettes ; mais l'Ukraine n'est pas sous la coupe du régime russe.

La Résistance populaire a largement contribué à cette situation. Sur le front, participant à la défense armée, nombreux sont les militants syndicalistes, associatifs, politiques, couvrant l'ensemble de « la gauche ukrainienne ». D'autres prennent part à la Résistance non armée, à travers le soutien financier et matériel, l'aide aux réfugié-e-s, les liens internationalistes. Les groupes féministes sont particulièrement actifs. Pour autant, il n'est pas question de délivrer un blanc-seing au gouvernement Zelensky, auquel ils et elles s'affrontaient avant l'invasion russe ; d'autant que celui-ci a renforcé sa politique antisociale.

Les récentes réactions à la mobilisation partielle en Russie rappellent qu'une partie de la solution est aussi dans ce pays, avec celles et ceux qui refusent les diktats du régime. Le soutien à tous les réfractaires n'en est que plus important.

sort, c'est titiller le nationalisme russe, au détriment d'autres peuples, en l'occurrence ici l'Ukraine. On allume artificiellement des feux, et c'est le seul ciment à l'intérieur, en Russie.

Conflit entre deux impérialismes, course à l'armement, **Makan Rafadjou** observe que cette opposition des deux blocs, dans laquelle l'Europe est totalement alignée sur la position américaine, amène aussi à un schisme entre le bloc occidental et le reste du monde.

●●● A propos de l'OTAN : si l'on se place dans une perspective de longue durée et qu'on regarde les trois dernières décennies, l'élargissement de l'OTAN constitue bien sûr un facteur structurant de la scène géopolitique dans cette région du monde. Et beaucoup de celles et ceux qui aujourd'hui veulent mettre sur un pied d'égalité Russie et OTAN dans les responsabilités de cette guerre n'étaient guère actifs à ce moment-là pour le désarmement, pour l'arrêt des ventes d'armes, pour la reconversion des industries guerrières, etc. ... Sans revenir aux actions pour exiger la dissolution de l'OTAN et du Pacte de Varsovie.

Si l'on se concentre sur les dynamiques de la dernière décennie, c'est marginal pour comprendre le conflit russo-ukrainien, dont ce qui se passe aujourd'hui n'est pas une scène inaugurale mais une nouvelle phase. L'OTAN était, depuis au moins 2008, une question marginale et il était clair pour tout le monde, y compris pour le gouvernement russe, que l'Ukraine n'allait pas adhérer à cette alliance. D'ailleurs, le président russe a rapidement cessé de parler de

l'OTAN, et a concentré tous ses efforts sur la nature « artificielle » de la nation ukrainienne. Il est clair qu'un des effets de cette guerre aura été de renforcer l'OTAN. La Finlande et la Suède ont rejoint cette alliance, et pourtant Poutine démantèle des postes militaires proches de la frontière finlandaise pour envoyer les effectifs et les équipements en Ukraine, dont la perspective d'adhésion à l'OTAN vient d'être rejetée pour une énième fois. Ce n'est pas le comportement de quelqu'un qui se sent menacé par l'OTAN. Enfin, ce n'est pas l'OTAN qui menace d'utiliser les armes nucléaires contre l'Ukraine.

En se prononçant contre le néocolonialisme occidental, Poutine prône le colonialisme classique, avec la répartition de zones d'influence entre les empires et la force brute, plutôt que des ruses idéologiques et des cooptations économiques, comme outil de gouvernance préféré. Une réussite de cette guerre coloniale encouragera d'autres forces impérialistes pour faire de même dans le monde entier.

● **Denis Gorbach, Christian Mahieux**

Pour une information complète : « [Retrait immédiat et sans condition des troupes russes. Solidarité avec la résistance des ukrainien-nes](#) » Dossier sur le blog [Entre les lignes entre les mots](#).

Les 11 tomes parus à ce jour de « Soutien à la Résistance ukrainienne ».

Deux livres à paraître : [Brigades éditoriales de solidarité, L'Ukraine insurgée, éditions Syllepse, 400 pages, octobre 2022.](#)

[C. Clément, D. Gorbach, H. Perekhoda, C. Samary, T. Wood, L'invasion de l'Ukraine, éditions La dispute, 240 pages, octobre 2022.](#)

« Les positions dans le monde sont bien plus nuancées. On n'a pas vu, dans les votes à l'ONU, de vote massif par rapport aux positions occidentales. Ce n'était pas nécessairement un vote d'absence de soutien à l'Ukraine, mais c'était avant tout un vote pour ne pas donner un blanc-seing à l'Occident. »

Alain Bihr

On est au moins d'accord sur deux points, ce qui n'est déjà pas rien. En premier lieu c'est un conflit qui en mêle deux. Il y a incontestablement un conflit russo-ukrainien ou ukraino-russe spécifique, qui oppose une puissance impérialiste au double sens d'un impérialisme pré capitaliste, l'impérialisme à la romaine, et un impérialisme au sens capitaliste et le jeune État-nation ukrainien issu de l'éclatement de l'URSS. Que ce conflit-là plonge loin dans l'histoire, c'est une évidence. Il se trouve réactivé actuellement pour toute une série de raisons. Et un conflit différent opposant la Russie au bloc occidental hégémonisé par les États-Unis. C'est déjà un point important que d'être d'accord entre nous sur le fait qu'on ne peut pas réduire le conflit à l'un ou l'autre de ces deux conflits là. C'est l'articulation de ces deux conflits qui est en jeu.

C'est notre premier point d'accord, ça mérite d'être souligné.

Le deuxième point (sur lequel nous sommes d'accord), c'est que selon que l'on met l'accent sur le conflit russo-ukrainien ou le conflit Russo-OTAN, on aura des lectures tout à fait différentes.

Car le discours auquel nous avons massivement à faire nie complètement la dualité du conflit en cours, et met unilatéralement l'accent sur le caractère russo-ukrainien de ce conflit. Le fait qu'à gauche, on ait donné largement dans le panneau de ce discours nous paraissait avoir potentiellement des conséquences assez graves pour ladite gauche... ●



Une gauche à la hauteur des enjeux ?

Pour préciser vos réponses, pouvez-vous indiquer quelle position et politique la gauche devrait adopter à l'égard de cette guerre ?

Alain Lacombe

Je pense qu'il y aurait beaucoup de choses à dire sur l'opportunité, pour l'impérialisme occidental, de reprendre l'initiative. Disons que cela permet une contre-offensive de l'impérialisme américain.

Patrick Le Tréhondat

Pendant la guerre, la lutte des classes n'est pas terminée ! ... Il y a des affrontements sociaux actuellement en Ukraine. C'est une dimension extrêmement importante parce que cela pose la question de quelle Ukraine après la guerre.

Bernard Dréano

Si on prend l'échelle mondiale, la position majoritaire des forces qui se réclament du progrès, elle est de critiquer les États-Unis. La seconde position que l'on voit à gauche, qui est majoritaire en Europe, c'est d'essayer de parler d'autre chose, c'est-à-dire de ne rien faire... Ça c'est la position du parti communiste, des verts, de la France Insoumise. La position qui devrait être celle de la gauche, outre qu'à mon avis elle doit être de soutenir la résistance armée et non armée du peuple ukrainien, c'est de soutenir la gauche ukrainienne.

Mais le silence absolu des gauches européennes sur ce qui se passe en Ukraine par exemple par rapport aux lois antisociales,

est tout de même tout à fait impressionnant avec même un refus d'en entendre parler.

Par contre comme on ne sait pas quoi dire, on dit « ben oui, il faudra dissoudre l'OTAN ». Bien sûr il faudra dissoudre l'OTAN ! Mais ce n'est pas le sujet immédiat..

Alain Bihr

Ce qu'il convient de faire pour la gauche, c'est d'abord ne pas se rallier à un discours qui est un discours dominant, qui met unilatéralement l'accent - exclusivement l'accent - sur le conflit entre la Russie et l'Ukraine, passant sous silence, minimisant le conflit dans sa dimension inter-impérialiste, ... cela constitue à notre sens un véritable suicide politique et idéologique qui prive la gauche anticapitaliste de toute autonomie par rapport à la politique impérialiste occidentale, et à son chef d'orchestre. Se profile quand même derrière le conflit (...) le risque d'un affrontement direct entre l'Occident, l'OTAN et la Russie et dont le dérapage pourrait conduire à ce que tout le monde sait : l'apocalypse nucléaire.

On a vu se produire des manifestations récentes, République Tchèque, Allemagne, Royaume-Uni, etc. et ce mécontentement populaire va aller grandissant...

Si on ne veut pas voir l'extrême droite nationaliste capitaliser à son seul bénéfice ce mécontentement populaire, il serait temps

que la gauche y pointe son nez en prenant des initiatives en la matière.

Bernard Dréano

Ça veut dire quoi : « il faut que la gauche se mobilise » pour quoi faire ? Pour dire : « arrêtons d'armer les ukrainiens comme ça, les Russes vont gagner ? »

Où est-ce que vous avez vu une seconde que les forces de gauche sont en train de soutenir les forces de gauche de la région ? Elles ne font rien.

Alain Lacombe

Justement n'y a-t-il pas des initiatives à prendre pour essayer de dépasser un peu ces clivages ?

Sylvie Larue

Je comprends qu'on dise il faut aider la résistance ukrainienne, et notamment, qu'on puisse tenir cette position de livrer des armes aux ukrainiens. En même temps c'est contradictoire, c'est l'occasion pour les forces de l'OTAN de relancer la course à l'armement.

Comment gère-t-on cette contradiction ?

Pour moi pas d'issue diplomatique s'il n'y a pas de rapport de force créé à l'échelle des mobilisations populaires. Et là, la mobilisation populaire...

Je partage ce que dit Bernard : la gauche est complètement absente et elle ne travaille pas sur des mobilisations populaires, qui font le lien entre la guerre en Ukraine, et la crise énergétique, l'inflation...

Catherine Destom-Bottin

Les forces de gauche n'utilisent même pas le mot paix. Il faut en discuter avec la population. On ne peut pas imaginer une jeunesse qui ne rêve pas de paix.

Il faut impérativement mettre la paix dans le débat. J'ai envie d'être trouble-fête chez les tueurs, en mettant la paix dans le débat. Il faut dire le mot PAIX. Il faut creuser le fossé entre les deux impérialismes et les peuples victimes. J'ai envie de vivre avec la honte d'être pacifiste. Appeler à la paix, ça tape sur les deux belligérants, les deux impérialismes qui s'affrontent et ça fait du bien à la paix.

Patrick Le Tréhondat

Par rapport à la question de la gauche ? Ma première démarche est de me tourner vers la gauche ukrainienne. Il y a le peuple ukrainien et aussi une gauche ukrainienne et il faut écouter ce qu'ils disent, et à partir de là se faire son opinion. Ce que je vois

en Ukraine c'est beaucoup de militants chevronnés, anticapitalistes, libertaires, militants syndicalistes, beaucoup sont au front.

Eux se battent, pour l'intégrité territoriale, mais ils sont également dans la perspective de la transformation de la société ukrainienne à l'issue de cette guerre.

Bernard Dréano

Je faisais remarquer à des amis allemands pacifistes qu'il y avait un petit problème beaucoup plus grave qu'en France. L'Allemagne est aujourd'hui le 4^e ou le 5^e vendeur d'armes dans le monde. Elle vend en 2021 trois ou quatre fois plus d'armement aux pétromonarchies qu'elle livre aux ukrainiens. Aujourd'hui la majorité des canons Caesar français ne sont pas entre les mains des Ukrainiens pour se défendre, mais entre les mains de l'Arabie Saoudite et des Émirats Arabes Unis.

La deuxième question est : comment est-ce qu'on peut imaginer une paix dans la région ukrainienne ? ... la paix suppose, implique l'évacuation des territoires occupés et le retour des réfugiés, c'est une condition absolue, incontournable et il n'y aura pas de paix, il y aura des cessez-le-feu sans doute mais il n'y aura pas de paix sans évacuation des territoires occupés et retour des réfugiés. ... Je suis tout à fait d'accord qu'il faut mettre la Paix à l'ordre du jour, mais il faut savoir dans le contexte précis de cette guerre quels sont les moyens de la Paix et puis il faut balayer devant sa porte parce que des F 35 ou des rafales ce n'est pas ça qu'on donne aux ukrainiens mais par contre on les donne à des vrais fauteurs de guerre.

Patrick Le Tréhondat

Je rajouterais aussi qu'il y a 36 canons Caesar qui viennent d'être vendus au Maroc et à mon avis ils pourraient même être utilisés contre l'Algérie.

Makan Rafadjou

Il me semble que cette question de la guerre, ce n'est pas pour rien qu'elle a été absente pendant la campagne électorale. Ce n'est pas pour rien qu'aujourd'hui on est dans cette posture qui est soit réduite à l'anti-impérialisme américain soit la gauche l'esquive parce que grosso modo aujourd'hui, la coalition de gauche, la NUPES, a mis les questions internationales sous le boisseau, et la posture est en gros que la NUPES s'est construite sur une position de rupture sur les autres questions. En mettant sous le boisseau les questions géopolitiques, les questions internationales, les conséquences de cette guerre vont nous retomber dessus ceci en admettant même qu'elle n'aboutisse pas à une conflagration nucléaire entre l'Occident et la Russie. ●



Quelle issue à ce conflit ?

Pour **Catherine Destom-Bottin** « il faut impérativement mettre la paix dans le débat, je ne me sens pas seulement spécialiste de la politique. (...) Il m'est insupportable de vivre dans un pays, dans un monde, où la construction de l'irréparable est fatale, plausible, sans que ça mette le monde cul par-dessus tête. »

Makan Rafadjou pose la question : « Comment travailler idéologiquement le fait que la question de la paix redevienne une question et une préoccupation dominante, qu'on ne s'installe pas dans cet imaginaire de guerre durable qu'on voudrait nous faire croire ? La bataille pour la paix se mène, ou ne se mène pas, si on s'inscrit dans l'optique d'une guerre durable... il y aura des effets sociaux, écologiques extrêmement graves et là on ne peut pas dire, c'est uniquement une question internationale, les questions extérieures dont on ne maîtrise pas les tenants et les aboutissants, il y a des leviers sur lesquels on peut agir. »

Pour **Alain Bihr**, la recherche « d'une issue militaire est une impasse, aucun des 2 protagonistes immédiats, et même en y ajoutant l'Otan, n'est en mesure de sortir militairement vainqueur de ce conflit. »

Pour **Bernard Dréano**, « Il n'y aura pas de paix si on ne peut pas avoir de consultation démocratique pour savoir ce que

les gens veulent...il faut qu'on puisse organiser la consultation sans occupation militaire...s'il y a un mouvement populaire à l'échelle mondiale, il faut qu'il réclame cela en priorité. Cela aurait un poids énorme sur la Russie, y compris si c'était la gauche occidentale qui le faisait. Par exemple, sur la centrale de Zaporijjia, ce que l'ONU a dit, et ce qu'il faut soutenir dans la rue, c'est : évacuation des troupes Russes de la zone et mise en place d'une force neutre sur la centrale. Le préalable, c'est bien l'évacuation des troupes Russes et l'internationalisation de la zone. Cela a été proposé par des pacifistes Russes pour avoir un corridor humanitaire sur Marioupol. Cela n'a été (malheureusement) repris par aucun mouvement de paix. Si on veut la paix, il ne faut pas entrer dans la logique de la course aux armements, folle et sans limite, dans laquelle veulent nous faire entrer les Américains...cela ne veut pas dire ne pas défendre les Ukrainiens. »

Alain Lacombe revient sur le rôle de l'ONU : « comment faire pression sur l'ONU pour qu'elle reprenne la main, et agisse pour que les populations concernées puissent s'exprimer, pas seulement majoritairement mais aussi en prenant en compte le droit des minorités ; les situations sont complexes, notamment dans l'est de l'Ukraine où le retrait de l'armée Russe ne suffirait pas, il resterait des

forces séparatistes soutenues par les Russes. L'ONU pourrait-elle intervenir par la mise en place d'une force d'interposition favorisant la concertation entre les différentes parties pour construire des solutions acceptables par tous ? »

Patrick Le Tréhondat : « Je reviens sur les points d'accord : restauration des frontières de l'Ukraine, retour des réfugiés, les 2 éléments préalables à l'accord d'une construction de paix. J'ajoute que l'Ukraine n'est pas un bloc consensuel, y compris sur la question linguistique, de la place du Russe, par exemple. Il y a de gros débats actuellement en Ukraine et les discussions portent y compris sur le rôle des minorités ; les tatars, les Roms, la place des communautés juives en situation difficile. J'observe que pendant cette guerre, dans des conditions difficiles, la gauche progressiste débat sur l'Ukraine de demain. Ce qui me frappe, c'est que cette gauche que j'appelle radicale articule la question de l'issue de la guerre, de la paix, à la question d'une autre Ukraine. »

Bernard Dréano : « L'ONU bien sûr mais l'ONU en tant que Conseil de sécurité et assemblée générale est largement paralysée par le système des vétos, l'ONU ce sont aussi les agences, l'Unesco etc. qu'Américains et Chinois s'efforcent de saboter mais qui sont extrêmement importantes pour la paix.

Il y a la réflexion d'une architecture de sécurité collective européenne pour le futur et je fais remarquer qu'il y a 2 instances qu'on a soigneusement mises de côté ou même sabotées : l'OSCE et le conseil de l'Europe.

Le conseil de l'Europe, tous les pays en font partie, la Russie s'en est retirée...L'OSCE était censée être l'organisme pour gérer les conflits en Europe, incluant les Etats Unis et le Canada et on l'avait créée au moment de la guerre froide pour ça. Ça n'a pas fonctionné, on ne lui en a pas donné les moyens, mais c'était l'organisme chargé de régler les conflits, y compris d'être le lieu de négociations etc. Il y avait un gros intérêt dans l'histoire de l'OSCE, c'est qu'elle proposait une vision extensive de la sécurité, à la fois économique, sociale, culturelle et en matière de droits.

Le conseil de l'Europe, c'est la convention Européenne des droits de l'homme, c'est aussi la sécurité au sens large.

C'est sur ce type de consensus, de logique, qu'on peut construire une sécurité. Il n'y a pas de sécurité collective en Europe sur le plan militaro-sécuritaire disons, sans bien entendu prendre en compte la sécurité dans le voisinage proche de l'Europe, sans la Russie, sans la Turquie, et même sans l'espace méditerranéen. »

Alain Bihl : J'ai le plaisir de voir comment, sur ce point-là, Bernard et moi sommes d'accord. Mais pourquoi ne pas saisir la situation présente pour activer, ou réactiver ces organismes qui ont été réduits à l'état d'immobilisme ? C'est dire que l'Organisme de Sécurité et de Coopération en Europe a ce bénédicté. Il faut s'en saisir, la remettre au travail. L'ONU c'est la même chose, ça a le mérite d'exister, il faut s'en saisir, la remettre au travail.

D'accord aussi avec Bernard, ce qui bloque c'est l'énorme système de veto des 5 membres du conseil de sécurité, lesquels ne bougeront que s'ils sont aiguillonnés par des mouvements populaires, sous leur pression.

D'où l'impératif qu'il y a pour la gauche

radicale de travailler à faire naître, à développer, à renforcer ces mouvements populaires, ces pressions sur les gouvernements pour qu'ils s'attèlent à une solution diplomatique du conflit. »

Sylvie Larue s'interroge sur le fait qu'un vrai débat sur la situation en Ukraine n'ait pas été organisé lors de l'assemblée européenne des mouvements sociaux car : « elle partage l'idée que s'il n'y a pas de mouvement populaire, il n'y aura pas d'issue diplomatique.

Il faut travailler là-dessus. *Cerises*, à son petit niveau a essayé ce soir de faire dialoguer à partir de positions différentes, d'analyses différentes sur cette situation de guerre et ça, je pense qu'il faut arriver à le faire à une échelle plus importante. »

Sylvie invite ceux qui participent à des réseaux Européen à voir « comment les réseaux européens pourraient travailler à une initiative de type forum social européen sur cette question-là liée à la crise énergétique, sociale...crise à laquelle on est tous confronté qu'on soit Russe, Ukrainien, Français, Arabe etc. »

Bernard Dréano indique qu'il y a une nouvelle réunion en préparation, « Florence Security », il fait part de « son inquiétude car au stade actuel du programme, la guerre en Ukraine n'est pas à l'ordre du jour. » Il reste 2 mois pour agir et obtenir que ce soit à l'ordre du jour.

Mettre la paix à l'ordre du jour, un enjeu majeur pour les mouvements populaires. ●

Deuxième convoi syndical vers l'Ukraine

Après celui de fin avril, un deuxième convoi du Réseau syndical international de solidarité et de luttes est parti fin septembre en Ukraine, amener du matériel et rencontrer des syndicalistes. Les deux éléments sont importants : répondre, autant que possible, aux besoins exprimés par les travailleuses et travailleurs d'Ukraine confronté-es à la guerre déclenchée par la Russie ; discuter avec elles et eux, « en vrai », pour prolonger les nombreux échanges Internet que nous avons depuis des mois.

En avril, selon les recommandations des membres de la résistance ouvrière de Kryvyi Rih, le convoi avait donné la priorité à l'acheminement de produits de première nécessité pour les réfugié-es internes des zones occupées et de la ligne de front, tels que des aliments pour bébés, de la nourriture de survie non périssable. Un deuxième lot de marchandises était constitué d'équipements techniques nécessaires dans les zones de la ligne de front et les territoires libérés de l'occupation : groupes électrogènes diesel, batteries, boîtes à outils, vêtements de travail, sacs de couchage, gants et autres articles indispensables en cas de situation critique de pénurie de nourriture, d'électricité ou de chauffage. Cette fois, les camarades ont insisté sur les besoins en équipement techniques et médicaux. C'est donc ce qui a été priorisé.

« *Pendant la guerre, la lutte des classes continue* » rappellent nos camarades d'Ukraine, qui luttent contre les mesures antisociales du gouvernement Zelinsky, tout en prenant une part extrêmement active à la Résistance, armée et non armée, face l'armée russe. On peut toujours discuter de la situation en Ukraine, élaborer des analyses, écrire des textes et des contre-textes : quel sens tout cela a-t-il lorsque ça ne repose pas sur des échanges avec nos semblables sur place, sur leur vécu, sur leurs demandes, sur un travail commun pour une émancipation globale ?

● **Christian Mahieux**

La guerre et les mobilisations populaires

La guerre en Ukraine n'est pas seulement une tragédie pour les Ukrainiens et les Russes, mais pourrait se transformer en tragédie pour le monde. Elle a déjà de graves conséquences économiques, sociales, environnementales.

Dans le conflit russo-ukrainien il n'y a pas symétrie, mais un agresseur et un agressé, la fin de l'agression est la condition préalable à tout processus de paix, ensuite une paix durable suppose d'imposer les conditions d'une sécurité commune à toutes les autres parties impliquées, dont celles de l'OTAN.

Les mobilisations populaires peuvent-elles contribuer à la fin de la guerre ? D'abord dans les pays concernés. Malgré les morts la grande masse des ukrainiens demeure engagée dans la défense nationale, voire le peuple en arme. Les indices de découragement à l'arrière, ou d'adhésion passive ou active au projet russe dans les territoires occupés, s'ils existent, demeurent très minoritaires. Du côté russe, jusqu'à la mobilisation décidée par Poutine en septembre, une minorité de l'opinion, soutenait la guerre, une autre minorité la condamnait. La majorité était dans une logique d'évitement. Le premier effet de l'ordre de mobilisation est d'accentuer cette logique, et de provoquer la fuite de dizaine de milliers d'hommes du pays.... Cela peut tout aussi bien favoriser demain la paix, que renforcer aujourd'hui le camp belliciste. Nous avons connu ça en 1956-61 pendant la guerre d'Algérie.

En Europe une grande partie de l'opinion s'inquiète des effets de la guerre sur la vie quotidienne, la pénurie d'énergie, l'inflation. Poutine joue là-dessus, tout en rendant impossible toute négociation avec ses « référendums » d'annexion et son chantage nucléaire. En conséquence beaucoup appellent à « la paix maintenant ». La manifestation la plus spectaculaire en ce sens a eu lieu à Prague le 3 septembre, 70 000 personnes critiquant le soutien à l'Ukraine aux cris de « la Tchèque d'abord », manifestation encadrée par l'extrême-droite, soutenue par le Parti communiste local. En conséquence le gouvernement néolibéral tchèque a annoncé qu'il refusait d'accueillir sur son territoire des déserteurs russes. Ce genre de position existe ailleurs, sous des formes et avec une ampleur variable selon les pays. Elle s'accompagne généralement de la demande « pour ne pas ajouter la guerre » d'arrêter les livraisons d'armes occidentales à l'Ukraine.

Malheureusement nous n'allons pas nous « débarrasser » de cette guerre demain. Alors que vient la « Raspoutitsa »

d'automne (les pluies), puis l'hiver, la guerre va continuer, les ukrainiens cherchant à exploiter vite leurs succès, les poutiniens à « tenir » leurs annexions jusqu'au printemps et l'apport de troupes fraîches. Les mobilisations pour la paix sont-elles inutiles ? Elles sont utiles si elles s'opposent à la militarisation générale, politique et budgétaire, que proposent dans ce contexte nos gouvernements, (question différente que de donner aux Ukrainiens les moyens de se défendre), y compris par exemple en popularisant le Traité d'interdiction des armes nucléaires de l'ONU. Si elles contribuent à affaiblir Poutine, et à encourager les forces de paix en Russie. Si elles contribuent à soutenir les forces progressistes ukrainiennes (politiques, antifascistes, écologistes, syndicales, féministes) qui, tout en étant engagées dans la défense de leur pays, s'insurgent contre les politiques néolibérales de leur gouvernement, mais ne bénéficient de presque aucun soutien des gauches européennes...

● **Bernard Dréano**, président du CEDETIM, cofondateur de l'Assemblée européenne des citoyens HCA-France

antimilitaristes, pacifistes, objecteurs, insoumis,
réfractaires, syndicalistes aux armées

**nous soutenons
les réfractaires
à l'armée russe**

Soutien aux réfractaires russes
L'appel initié en avril dernier, est particulièrement d'actualité



Guerre Capitalisme et pénuries

La cause factuelle de la guerre en Ukraine est bien l'ambition impérialiste à l'ancienne de Poutine sur fond de nostalgie de la Grande Russie.

Ce n'est pas remettre en cause sa responsabilité de considérer que ce conflit s'inscrit dans un contexte plus général d'affrontement inter-impérialisme. Les oligarques Russes et Ukrainiens sont issus de la même veine, font des affaires ensemble et, avec tous les grands affairistes du monde, ils sont à la fois partenaires, complices, concurrents, prédateurs des moins forts d'entre eux et exploités ; capitalistes quoi.

Il serait donc naturel que se construisent en Europe et dans le monde des mouvements solidaires avec les forces populaires Ukrainiennes et aussi Russes. Solidaire au sens de l'aide mais aussi parce que nous avons des intérêts communs au regard de ce que cette guerre révèle et permet.

Elle est l'occasion pour l'impérialisme occidental de tenter de reprendre la main alors que les Etats Unis ont dû quitter l'Afghanistan, la France le Mali... En Afrique annoncé comme marché émergent, Russes et Chinois contestent la chasse gardée occidentale. De nouvelles puissances arrivent (Inde, Australie...) Et l'Europe tout en faisant de bonnes affaires avec la Russie découvre sa dépendance énergétique...

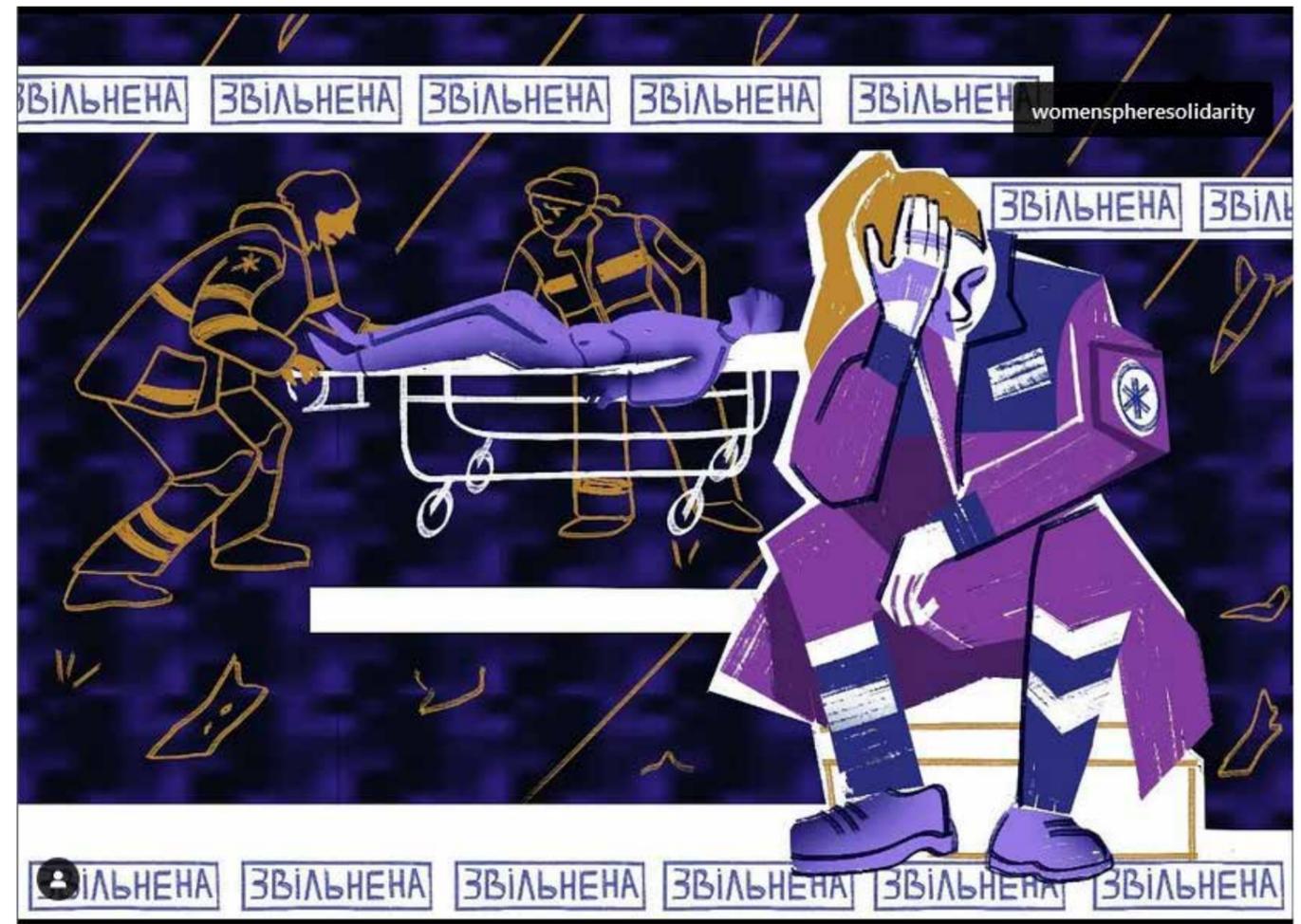
Cette guerre est donc une bonne occasion pour les Etats Unis de renforcer ses positions en Europe, notamment en récupérant une bonne partie du marché Européen du pétrole et du gaz, de schiste de préférence. Pourtant le boycott n'est pas facile à faire passer du désir à la réalité. Selon Bloomberg « les recettes de l'exportation de brut qui alimentent le trésor

du Kremlin restent plus élevées qu'elles ne l'étaient avant la guerre. »

Pétroliers et gaziers se frottent les mains ; la demande mondiale de pétrole continue de progresser (voir graphique), Total vient de trouver un nouveau gisement au large de Chypre et s'active sur un méga projet d'oléoduc en Afrique, en Angleterre le moratoire sur la fracturation pour le pétrole et le gaz de schiste est suspendu... les affaires reprennent.

Oubliés les engagements de la COP 21 de réduction progressive des énergies carbonées, l'arrêt de la recherche de nouveaux sites, le climat de guerre est une aubaine pour pétroliers et gaziers. Cela d'autant plus que non seulement la demande progresse mais les producteurs et leurs financeurs excellent dans l'art de graduer l'offre pour faire monter des prix complètement déconnectés des coûts.

Selon Jayati Ghosh, professeur d'économie à l'université du Massachusetts la guerre en Ukraine et la reprise n'expliquent



pas tout « La spéculation effrénée, menée principalement par des firmes financières comme les fonds d'investissement qui dominent les échanges, a beaucoup aggravée la situation. » l'article conclut « qu'une telle spéculation peut engendrer le chaos. »

Certes la guerre n'explique pas tout mais elle permet à nos grands dirigeants du monde de justifier le chaos. Ainsi Macron peut annoncer la fin de l'abondance. Mais peut-être est-ce plutôt la fin de l'ajustement automatique de l'offre et de la demande (la main invisible d'Adam Schmit).

Les spéculateurs utilisent désormais des outils marketings pour mesurer l'élasticité entre quantités et prix pour créer une pénurie, ou un sentiment de pénurie, qui aboutit à vendre moins mais plus cher sur les marchés les plus solvables.

Résultat, austérité pour les peuples et super profits pour les 1%. Pour cela nul besoin de complot, c'est le fonctionnement naturel de la fuite en avant du capitalisme.

Il serait temps d'arrêter de regarder ailleurs et pas seulement pour l'environnement.

● Alain Lacombe



Et si la gauche parlait (vraiment) du travail ?

« Défendre la gauche du travail, face à la gauche des allocations et des minima sociaux », les propos de Fabien Roussel ont déclenché des critiques largement méritées comme continuer d'entretenir la confusion entre emploi et travail, diviser les salarié-e-s et les précaires au lieu d'œuvrer à une unité de classe, et d'autres critiques moins méritées comme celle de diviser son propre camp et notamment celui de la NUPES. Ah ? On ne peut pas parler des sujets qui fâchent à la NUPES ? ...

Revendiquer d'éradiquer le chômage peut être un objectif partagé mais quel travail pour toutes et tous à l'heure des nombreuses démissions et des difficultés de recrutement dans de nombreux secteurs ? Ne pas traiter les deux questions dans un même mouvement nous condamne à perdre les luttes en lien avec le travail.

Aux Etats-Unis 4 à 5 millions de salarié-es démissionnent chaque mois. « De

Ouvrir des espaces démocratiques où les collectifs se réapproprient le débat sur le travail bien fait

nombreux collectifs mettent en scène à travers des vidéos, la manière dont ils rendent leur tablier comme un pied de nez aux employeurs, en disant je quitte un travail qui m'opprime » [Coralie Perez sur France Inter](#) le samedi 17 septembre.

En 2022 la DARES comptabilise 520000 démissions par trimestre dont 470000 démissions de CDI. Il faut remonter à 2007 pour atteindre un tel niveau historique. Certaines démissions permettent aux salarié-es de retrouver ailleurs un emploi mieux rémunéré ou moins contraint, mais c'est loin d'être le cas pour la majorité d'entre elles.

Dans l'éducation nationale 27000 postes ont été ouverts aux concours de recrutement, 4000 postes sont non pourvus. Le sentiment partagé par les enseignant-es de ne plus pouvoir faire leur travail correctement, de ne plus être reconnu-es sur le plan des rémunérations, a conduit de nombreux étudiant-es à renoncer à se présenter aux concours. Résultat, quelques temps avant la rentrée on a vu fleurir les job-datings dans certains rectorats pour recruter des personnels non formés, précaires, mais qui pour certains seront mieux payés que les jeunes enseignant-es recruté-es par concours... Est-ce que cela suffira pour ne pas aboutir là aussi à des démissions ?

Dans le secteur de la santé ce n'est pas mieux. Pour faire face à la crise de recrutement, l'hôpital de Rennes a lui aussi organisé un job dating pour recruter des infirmier-es, des aide-soignant-es, des sage-femmes, des techniciens de labo-

ratoires, des administratifs et même des cadres de santé...

Dans le dossier de [Cerises de janvier 2022](#) nous avons interrogé l'écart entre les aspirations des salarié-es et la réalité du travail. Nous disions alors :

« Les statistiques indiquent qu'un salarié sur deux souhaiterait quitter son entreprise. Pour 50% d'entre eux les motifs sont le niveau de leur rémunération ou le management, mais 50% le font pour donner du sens à leur vie et à leur travail, équilibrer leur vie de travail et leur vie personnelle, mettre en adéquation leur vie professionnelle et leurs valeurs. »

Ainsi, faire un travail qui entre en contradiction avec ses propres valeurs (éthiques, écologiques...), se soumettre à des injonctions contradictoires, être dépossédé des décisions sur la façon de l'organiser devient de plus en plus invivable et la vie hors travail ne suffit plus à compenser ce temps de travail contraint qui a des répercussions sur la santé physique et psychique.

Dans un [entretien à Regards](#) Yves Clot professeur émérite du CNAM, spécialiste du travail, indique ainsi que seulement 35 % des salarié-es sont fier-es de leur travail, et 57 % considèrent qu'ils/elles doivent sacrifier la qualité de leur travail.

A quelles conditions le travail peut-il encore avoir une portée émancipatrice ? S'emparer de cette question est incontournable pour qui veut construire des luttes victorieuses avec les collectifs de

travail que ce soit dans le secteur privé ou dans le secteur public, dans l'industrie ou dans les services.

« Au sein du capitalisme, le travail est souvent mutilé et atomisé car il se trouve prisonnier des rouages de l'accumulation » nous dit Daniel Bachet (l'Humanité du 27 septembre). « Retrouver l'autonomie et la capacité de décider et d'agir dans le travail suppose, certes, de changer la manière dont celui-ci est organisé et reconnu. De nombreuses études ont montré que l'autonomie dans le travail était la condition nécessaire d'une capacité forte de délibération dans le domaine politique. (...) . Le projet est bien sûr de sortir de la propriété lucrative orientée profit ou rentabilité financière en vue d'assurer la maîtrise du travail par les producteurs associés au sein d'unités institutionnelles qui conçoivent, produisent et vendent les biens et/ou les services ».

Pour Yves Clot les rapports gouverneur-gouvernés se fabriquent d'abord dans l'entreprise. Or la subordination est critiquée partout dans la société, dans les rapports hommes/femmes, les rapports racisés/non-racisés, et le rapport employeur/employé est lui peu interrogé, alors que c'est un obstacle majeur dans l'émancipation.

Ouvrir des espaces démocratiques où les collectifs se réapproprient le débat sur le travail bien fait, et sur tout ce qui y fait obstacle est essentiel. Les Scop participent de ce mouvement. De même l'expérience des soignant-es pendant le COVID qui ont repris la main sur l'organisation du travail, et dont la parole a cessé



Fernand Léger. La vie à bras-le-corps, musée Soulages Rodez du 11 juin au 6 novembre 2022

d'être inutile, a permis que des collectifs de travail se remettent à fonctionner.

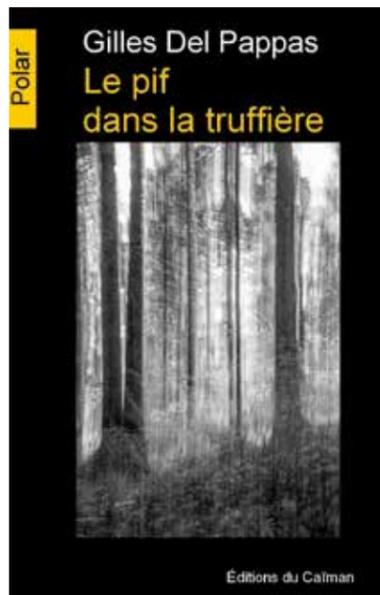
Alors à quand une gauche sociale et politique revendiquant la capacité pour les travailleurs et les travailleuses de décider de l'organisation du travail et de la finalité de leur travail ? A quand une gauche revendiquant la liberté dans le travail, dans tous les collectifs et cela à tous les niveaux de décision ?

« Il est urgent que les luttes populaires,

syndicales, habitantes - écologistes, féministes, antiracistes - élaborent ensemble la réponse anticapitaliste d'un processus de démocratisation et d'écologisation du travail, pour mettre le travail au service de la nécessaire révolution écologique et sociale. » Alexis Cukier dans l'Humanité du 27 septembre.

Il est temps de remettre l'ouvrage sur le métier.

● Sylvie Larue



Le pif dans la truffière

Avec la gouaille habituelle de son parler marseillais, Gilles del Pappas nous régale ici d'un polar tout en trompe-l'œil. Entre Marseille et Vaucluse, Rudolph, ancien légionnaire s'offre une escapade sentimentale tout en préparant le coup du siècle. L'institutrice Garance montre que son jeune âge ne se départit pas d'expérience. Boit-sans-soif est-il si marginal qu'il n'en a l'air ?

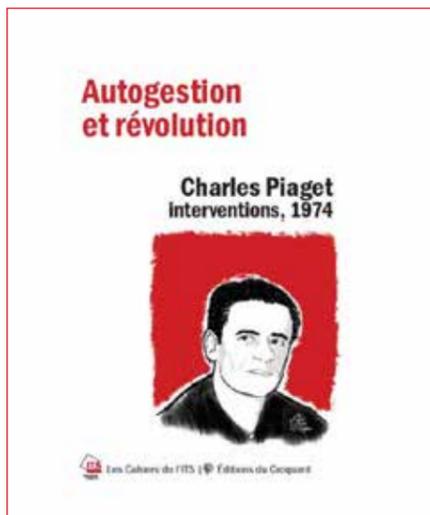
L'Afghanistan paraît une douloureuse mais ancienne « aventure ». Et pourtant, n'est-ce pas dans ce cloaque que se nouent les prémises de scénario, si improbable ?

Dans un monde où les plus voleurs sont parfois rois, où le paraître l'emporte sur l'être, coups fourrés et faux-semblant s'entremêlent en une intrigue à double facette.

Hommage au pays vauclusien d'AOC Côtes-du-Rhône, dont un extrait des chants de Maldoror (de Lautréamont) figure en exergue. Là où la grande foire annuelle aux truffes est bénie par le curé. Ce polar mérite un petit marc de derrière les fagots pour emporter les étonnements...

● Patrick Vassallo

Le pif dans la truffière, Gilles Del Pappas, Éditions du Caïman, 2021, 199 pages, 13 euros

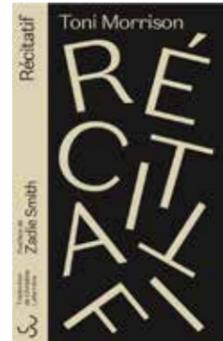


Autogestion et révolution Charles Piaget interventions, 1974

Théo Roumier fait œuvre d'historien de la tradition autogestionnaire des années post 68 de la CFDT et du PSU. Après avoir écrit récemment deux articles dans la Revue du Causeur (n° 20 mars 2022) sur la tentative de candidature de Charles Piaget à l'élection présidentielle de 1974 et dans les Utopiques (n°19 printemps 2022) sur la participation de la direction de la CFDT à l'opération « d'Assises du socialisme » la même année en faveur du parti socialiste, il présente dans ce petit livre un Charles Piaget sous un angle moins connu celui du militant politique. Comment faire basculer la France dans le socialisme ? S'agit-il de passer par la voie des urnes ou celle des luttes ? Quel chemin emprunter pour arriver à ce fameux « débouché politique » ? Quelle organisation, quel parti, quelles alliances sont nécessaires pour cela ? En 1974, Charles Piaget est une voix qui compte. Il propose dans les textes de ce recueil des pistes pour tenter d'y répondre. Les retrouver aujourd'hui permet de remonter le fil du temps pour continuer ce chemin nécessaire dans une perspective post-capitaliste.

● Henri Mermé

Autogestion et révolution, Charles Piaget interventions, 1974, Théo Roumier Les cahiers de l'ITS/Éditions du Croquant, 114 pages, 10 euros



Récitatif

Toni Morrison, c'est onze romans, qu'on ne peut que conseiller.

Pas facile d'accès, il faut aimer les défis, les textes durs, tranchants, éclatants. Les diamants littéraires, donc, qui ne simplifient jamais la tâche des lecteurs.

A côté de ces romans, une unique nouvelle, rédigée en 1980.

Quelques pages qui pourraient être vite lues. Mais voilà... le principe est fascinant.

Deux fillettes, Twyla et Roberta, partagent la même chambre d'orphelinat pendant quatre mois. Dès le départ, le décor est posé : « Etre tirée du lit tôt le matin, c'était une chose, mais être coincée dans un lieu inconnu avec une fille d'une race tout-à-fait différente, c'en était une autre. » Et leurs camarades de les surnommer « poivre et sel ».

Mais qui est poivre ? Et qui est sel ? Les manuels d'écriture le disent tous : pour que le lecteur s'y retrouve, il faut caractériser ses personnages. Trouver la bonne façon de parler. D'écrire. Toni Morrison, un peu à la manière Oulipienne, se lance un défi d'écriture : « ôter tous les codes raciaux d'un récit concernant deux personnages de race différente pour qui l'identité raciale est cruciale. »

Du point de vue technique, c'est un pari impressionnant. Du point de vue du lecteur, une expérience à la fois frustrante et jubilatoire, et une vraie réflexion sur ses petits préjugés inconscients.

Une enquête littéraire fascinante, magistrale, qui ouvre à la fois le débat et l'esprit.

● Alexandra Pichardie

Récitatif, Toni Morrison, Trad. de l'anglais (États-Unis) par Christine Laferrière. Éditions Christian Bourgois, Août 2022, 106 pages, 14 euros

La Nouvelle Internationale fasciste Y a-t-il une nouvelle internationale fasciste ?



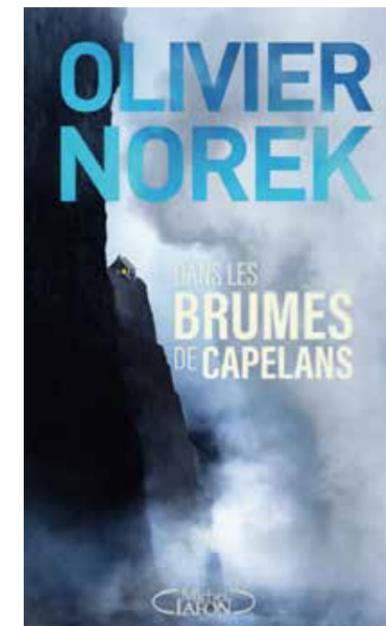
Au long de son dernier livre Ugo Palheta met en évidence que si le fascisme fut un mouvement global durant les années 30, le néo fascisme d'aujourd'hui n'est pas tant l'addition des fascismes nationaux mais qu'il est d'ores et déjà une internationale.

Le fascisme du XXI^e siècle multiplie les formes d'existence, les groupes intellectuels, les formations factieuses et violentes, les milices armées aussi bien que les gros bataillons électoraux. Ces diverses forces ont entre elles certes des relations d'envergure nationale mais elles ont désormais entre elles et à destination de leurs populations respectives des outils rhétoriques à la fois à usage national et en même temps largement globalisé à usage des diverses régions du monde. Régions du monde qui tour à tour sont l'objet de l'installation de groupes fascistes, de partis fascistes qui ambitionnent la prise de pouvoir. Ainsi circulent sur la planète des mots des images des idées des styles des rapports à la nation désormais globalisés.

Certes les partis fascistes d'aujourd'hui ont abandonné les formes de leurs ancêtres du siècle dernier. Néanmoins Ugo Palheta pointe une caractéristique fondamentale que partage le fascisme des années 30 avec celui d'aujourd'hui. Il montre combien ces formes partisanes savent gagner en audience en se présentant comme des forces capables de « défier » le système mais aussi de rétablir l'ordre et la loi. Cette présence sur deux fronts permet tout à la fois de s'adresser aux classes populaires tout en donnant des garanties fondamentales aux couches conservatrices.

● Catherine Destom-Bottin

La Nouvelle Internationale fasciste, Ugo Palheta, EditionsTextuel, Sept 2022, 96 pages, 13,90 euros



Dans les brumes de Capelans

Un polar qu'on a du mal à lâcher, une enquête passionnante, un suspens bien entretenu.

Le décor : une île brumeuse, éloignée de la Métropole, théoriquement un abri pour protéger un témoin.

Exilé dans cette île de l'archipel de Saint-Pierre et Miquelon à la suite du décès d'une de ses coéquipières, Victor Coste flic dont les missions sont classées secret défense, avance à l'aveugle. Pour élucider une série de disparitions et de meurtres de jeunes filles, Coste va devoir protéger et faire parler une jeune fille qui a échappé à cette série morbide après avoir été séquestrée pendant 10 ans.

Et pendant toute cette période, le meurtrier a réussi à disparaître sans laisser de traces. De quoi donner du fil à retordre aux équipes qui enquêtent.

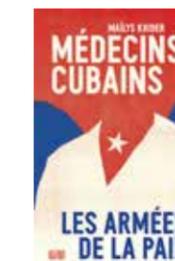
Témoin, victime, meurtrier ... qui est qui ? qui fait quoi ?

Le dénouement est aussi poignant que le récit dans son ensemble.

● Sylvie Larue

Dans les brumes de Capelans, Olivier Norek, Éditions Michel Lafont, avril 2022, 429 pages, 20,95 euros

Médecins cubains, les armées de la paix



En occident, en France impérialiste, avons-nous à apprendre de la médecine cubaine ? Probablement car nous avons eu besoin d'elle.

C'est ainsi que le 31 mars 2020, par décret, le Gouvernement français et après avoir tergiversé, accepte finalement l'envoi de médecins cubains dans ses départements d'outre-mer rudement touchés par le Covid, Martinique, Guadeloupe, Guyane et Saint-Pierre-et-Miquelon ont été concernés. Il vaut de découvrir cette expérience particulière. Elle s'inscrit dans une pratique née dès le début de la révolution cubaine. Ainsi de 1959 à 2020, Cuba a réalisé près de 600 000 missions dans 158 pays, avec la participation au total de 326 000 professionnels de la santé. Maily Khider propose au lecteur, une enquête de terrain partant des origines du système de soins cubain.

Elle a rencontré des médecins cubains qui se sont impliqués auprès des victimes des grandes crises sanitaires du monde, accueillant et soignant par exemple les enfants de Tchernobyl (Ukraine). Ils sont intervenus et interviennent toujours auprès des victimes des conflits ou catastrophes naturelles ou pas, Angola, Timor, Barheïn, Pakistan, Haïti parmi beaucoup d'autres. 2014, les médecins cubains sont les premiers en Afrique de l'Ouest à affronter l'épidémie Ebola. Ils travaillent aussi le long terme, s'implantant par exemple dans les déserts médicaux du Brésil...

Échange particulier... Cuba et Venezuela échangent pétrole contre personnel médical qui voient les médecins cubains contribuer au contournement du blocus en place depuis 1962. Soit 60 ans d'impérialisme étasunien...

Échange particulier... Cuba et Venezuela échangent pétrole contre personnel médical qui voient les médecins cubains contribuer au contournement du blocus en place depuis 1962. Soit 60 ans d'impérialisme étasunien...

Échange particulier... Cuba et Venezuela échangent pétrole contre personnel médical qui voient les médecins cubains contribuer au contournement du blocus en place depuis 1962. Soit 60 ans d'impérialisme étasunien...

● Catherine Destom Bottin

Médecins cubains, Maily Khider, Editions LGM, novembre 2021, 120 pages, 9 euros

La plus grande table du monde

LA PLUS GRANDE TABLE DU MONDE est une invitation adressée à tous les habitants de Saint-Denis, Saint-Ouen et d'ailleurs à venir célébrer la convivialité en Seine-Saint-Denis. L'objectif est de relier la mairie de Saint-Ouen à la mairie de Saint-Denis avec des tables, pour que 10 000 personnes puissent venir y partager un repas.

Voici une initiative originale, dont le but principal est moins de figurer au « Guinness » des records que de faire mouvement dans la société locale.

Dimanche 18 septembre, plusieurs milliers d'habitant.e.s ont relié la gare de Saint-Denis à la mairie de Saint-Ouen (et/ou inversement) autour d'une table commune de 2,5 km. 10 restaurateurs, 43 associations ont permis le succès de ce banquet où chacun.e apportait son siège. Et plus si affinités !

Yvan Loiseau, artiste et promoteur de l'initiative, la décrit ainsi : « Ce projet un peu fou est créé pour valoriser notre territoire et ses habitants, et montrer la solidarité en Seine-Saint-Denis au monde entier. C'est un contrepied à l'époque que nous traversons, une folle envie de se retrouver, de continuer à vivre, de donner du sens à nos vies, pour toutes les générations. ». Pour lui, la raison d'une telle action est de redonner du sens à l'action collective et de « *montrer la solidarité en Seine-Saint-Denis au monde entier* ».

Des animations, des concerts, des spectacles, professionnels ou amateurs, ont égrenés le parcours, le long des quais, donnant toute sa dimension festive, partagée et solidaire à l'initiative.

Au lendemain de la fête de la ville de Saint-Denis, on aurait même pu attendre un meilleur engagement des autorités locales, qui n'ont pas voulu que la table commence en mairie de Saint-Denis, ce qui aurait relié la fête institutionnelle à cette manifestation populaire.

On retiendra qu'avec des moyens raisonnables et contraints, la dynamique peut s'enclencher. Un moment de culture gastronomique et populaire qui mérite et un coup de chapeau et de donner envie.

● Patrick Vassallo

[La plus grande table du monde](#)



Le noyau de la nouvelle équipe est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Laurent Lévy, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, Patrick Vassallo, militant.e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, l'Union communiste libertaire, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS, de la CGT, de Solidaires ...

Comme dit dans le Manifeste, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires. Pour donner votre avis écrire à cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne
<http://plateformecitoyenne.net/cerises>
<https://ceriseslacooperative.info/>